

**Compte-rendu de l'atelier « International »**  
**Assemblée Générale 2010, Lyon**  
**6 février 2010**

**Présents :**

Jean-Yvon Landrac (CIELE/ SDN Pays de Rennes), Eric Bonnaire (CDR 55/IndependentWHO), Georges et Yolande Creskens (SDN 37), Albert Monti (Bure Zone Libre), Francis Meuley (Droit au Soleil), Daniel Mousset (Verts Haute-Normandie), Gilles Barthe (CSFR), Jean-Pierre Chastaing et Guy Collin (Assoconseil Photovoltaikanlage), David Sheehan (Puy de Dôme Nature Environnement), Steven Mitchell (Stop EPR – Ni à Penly ni ailleurs), André Larivière (Groupe Brivadois antinucléaire), Charlotte Mijeon (salariée)

- ⇒ **But de l'atelier : faire le bilan de l'action internationale du Réseau au cours de l'année écoulée. Tirer les leçons des différentes expériences, et esquisser en commun des pistes pour continuer ce travail de la manière la plus pertinente possible.**

**Tour de table : expériences respectives à l'international des participants :**

- Guy Collin : cofondateur de la BI (initiative citoyenne) Assoconseil Photovoltaikanlage dans la vallée du Rhin, depuis 20 ans en Allemagne, actif de part et d'autre du Rhin (Stop Fessenheim, BUND – Amis de la Terre Allemagne, pluralistes). Ont été refoulés 2-3 fois à la frontière et seule la connaissance de la région leur a permis de trouver un moyen de passer. La manifestation a révélé les questions sous-jacentes (société nucléaire = société policière). Le Réseau doit continuer à s'impliquer sur le transfrontalier, relayer les initiatives allemandes (manifestation à Neckarwestheim par exemple) et réciproquement.

- Jean-Pierre Chastaing : membre également de la BI Assoconseil Photovoltaikanlage. Développer les échanges transfrontaliers.

- Gilles Barthe : impliqué autour de Fessenheim. Importance de la mobilisation transfrontalière. Intéressé aussi par la question des mines d'uranium.

- Eric Bonnaire : intéressé par question déchets, très impliqué sur l'action Independent Who, qu'il faudrait faire plus connaître à l'étranger. Faire plus connaître à l'étranger les études sur les contaminations, les remèdes (prophyllaxie...)

- Albert Monti : sensibilisé à l'international par les marches. A participé aux marches organisées par Footprints for Peace, de Londres à Genève et de Genève à Bruxelles.

- Georges et Yolande Creskens : intérêt général pour les question internationales.

- Daniel Mousset : en attente d'informations.

- David Sheehan : actif à Puy de Dôme Environnement depuis 30 ans (Américain originaire de Boston), s'intéresse aux mines d'uranium. Contacts avec Youri Bandajevski (qui a passé une semaine à Clermont-Ferrand) qui a été choqué par la vue d'enfants se baignant dans un lac contaminé de Saint Pierre des Mines alors que pour cette réunion informelle un car de police les surveillait. Espère organiser un congrès sur la santé à l'automne à Saint Pierre des Mines suite à la conférence des 21-22/04/10 à Kiev.

- Steven Mitchell : franco-anglais, membre du Collectif Stop-EPR 2, échange avec Jim Duffy de Stop Hinkley sur les projets d'EPR et CANE (Community Against Nuclear Expansion, Kent - sud-est de l'Angleterre).

- Jean-Yvon Landrac : impliqué depuis longtemps à l'international, en Allemagne et en Angleterre. Très nombreux contacts. Suit de près les transports de déchets, les questions de désarmement. Présent à Copenhague dans l'équipe du Réseau.

- André Larivière : ancien salarié en charge de l'international, nombreux contacts depuis plusieurs années, fondateur de l'action Independent Who. Co-fondateur de la coordination méditerranéenne antinucléaire (MN3).

- Francis Meuley : investi sur Independent Who (participation à la vigie) ; intéressé également par ce qui se passe en Russie.

**Bilan de l'action internationale du Réseau de l'année écoulée (par Charlotte Mijeon, compléments Jean-Yvon Landrac) :**

- ⇒ Tentatives de **lobbying auprès des institutions européennes**, en partenariat avec Greenpeace Europe et les Amis de la Terre Europe, qui n'a pas connu beaucoup de succès. La Commission Européenne est trop verrouillée, et le Parlement Européen n'a quasiment aucun pouvoir. Implication pendant plusieurs mois au sein du Forum Européen de l'Energie Nucléaire, présenté comme un lieu pluraliste et sans tabou, mais en vérité instrument de greenwashing et de légitimation du lobby. Le Réseau, avec les autres ONG, a claqué la porte pour ne pas servir de caution écologique.
  - Bilan : le lobbying est une activité difficile, nous ne jouons pas à armes égales. Mais les contacts avec les parlementaires européens sont toujours utiles.
- ⇒ Représentation du Réseau à de nombreuses **réunions antinucléaires internationales** (Vienne, Linz X2, Londres, Stockholm...). Constat : différentes manières de percevoir la lutte, contraste très fort entre les pays où le nucléaire est soutenu et celui où l'Etat le condamne. Possibilité de discuter dans un climat plus apaisé qu'en France.
- ⇒ Travail pour soutenir et répercuter l'action d'**IndependentWHO** à l'étranger. Constat : combat encore mal connu dans de nombreux pays, serait intéressant de le connecter aux associations qui travaillent sur les questions de santé (notamment en Allemagne)
- ⇒ Soutien sur la **Marche internationale pour la Paix et contre le nucléaire** organisée par Footprints for Peace.
- ⇒ Présence à New York pour la révision du **Traité de Non Prolifération**, aux côtés de Stop Essais et du Mouvement de la Paix.
- ⇒ **Suivi de l'actualité et des actions à l'étranger** (en particulier dans les zones germanophones) pour apporter notre soutien à certains événements. Ainsi, présence d'un car de français à la grande manifestation pour la sortie du nucléaire de Berlin (5 septembre 2009, 50 000 personnes !).
  - A conserver, cette forme de solidarité internationale est toujours appréciée. Moyen de montrer que ni la pollution nucléaire ni la résistance ne connaissent les frontières.
- ⇒ Présence et implication au sein du collectif Fermons Fessenheim, pour faire du rassemblement un **véritable événement transfrontalier**. Relais des événements, sollicitation des principales associations (BUND, Greenpeace Freiburg, Nie Wieder Atomkraftwerke, Ecotrinova, EWS Schönau...). Importante participation des Allemands et Suisses à la manifestation ! Organisation en amont, d'une **conférence transfrontalière** pour faire partager les expériences de lutte et les alternatives de part et d'autres du Rhin. Témoignages enrichissants sur les expériences à l'étranger (autonomie énergétique en Allemagne, création d'un fournisseur d'énergie citoyen avec EWS Schönau, etc...), sur les moyens de faire progresser la prise de conscience dans la société (axe « santé » avec l'étude sur les cancers infantiles...).
  - Bilan : approche transfrontalière doit être conservée, à la fois cohérente et très enrichissante. La conférence a été enregistrée, des actes doivent être produits.
  - **Nous avons beaucoup à apprendre de nos voisins proches** ; en Allemagne, la conscience antinucléaire est beaucoup moins cloisonnée qu'en France, partagée par des franges beaucoup plus larges de la population : écologistes, extrême gauche, mais aussi féministes, églises, intellectuels, syndicats majoritaires... et touche un large spectre politique. Savoir prendre exemple ?
- ⇒ **Très gros chantier : campagne « Don't nuke the climate »**, conçue comme internationale, avec une cohérence entre les actions décentralisées partout en France (et en Europe) et la présence au sommet de Copenhague. Double but :
  - **Casser l'argument abondamment propagé selon lequel le nucléaire serait une solution à l'effet de serre.**
  - **Persuader les décideurs d'exclure le nucléaire des accords sur le climat.** En effet, dans les deux voies de négociation (Protocole de Kyoto + voie plus générale), le nucléaire, autrefois exclu, essayait de se refaire une place. Tentatives de rentrer par la porte des « Mécanismes de Développement Propre » (un pays riche finance une technologie dans un pays pauvre et s'attribue la réduction des émissions effectuées) et des Actions Nationales d'Aides à la

Mitigation (un pays en développement fait financer par un fonds de solidarité mondiale des actions pour diminuer ses émissions). Dans les deux cas, tentatives des pays riches de leurrer les pays pauvres en vendant leurs technologies et en s'achetant une bonne conscience.

Campagne menée en concertation avec un noyau dur d'organisations étrangères allemandes, américaines, italiennes, néerlandaises, finlandaises...

- **Présence sur les sommets** de Barcelone et Copenhague. Suivi des négociations, prises de contact avec les négociateurs (pays d'Afrique francophones, petits Etats insulaires...), remise de papiers d'information, article dans le journal des négociations, conférence dans le Bella Center et dans le Klimaforum (forum alternatif), action en plein cœur du Bella Center pour présenter les 50 000 signatures de la pétition et faire signer une carte géante « Pour un accord sans nucléaire » à des personnalités...
  - **Actions** dans Copenhague pour montrer notre présence et faire monter la pression : grande banderole « Don't nuke the climate ! » devant le Bella Center, petite sirène affublée d'un masque anti-radiation, présence remarquée dans la grande manifestation du 12 décembre...
  - **Nombreuses prises de contact avec des militants de partout dans le monde**, et en particulier de régions où militer n'est pas facile : Kazakhstan, Russie (Nadeshda Kutepova, menacée de mort pour avoir plaidé la cause des victimes de Mayak), peuples indigènes (un chef indien Navajo ; représentant d'une communauté d'Inde du Nord...). Prise de conscience très forte de la dimension humaine des dangers du nucléaire
    - Bilan ? Difficile d'évaluer le rôle joué par le Réseau. En tout cas, après une intervention du Réseau, le groupe des pays africains a changé sa position sur le nucléaire. Dans les textes finaux, le nucléaire est devenu tabou. La nouvelle version de Kyoto, qui contenait une option pour l'inclusion du nucléaire, a évacué toute référence à cette technologie (d'autres, moins dénoncées, ont fait leur apparition). Et l'accord général signé à Copenhague n'y fait pas référence... mais lui ménage des pistes qu'il importe de surveiller de près (« Mécanisme Technologique »). Pas d'exclusion explicite donc... mais aucune consécration internationale !
    - Campagne assez lourde, mais qui aura porté ses fruits, car nombreuses retombées médiatiques dans différents pays. A considérablement accru la renommée internationale du Réseau. Très bien relayée dans quelques pays (Italie, Allemagne, USA...). « Don't nuke the climate ! » est considéré comme une ONG internationale empêchuse de nucléariser en rond... Il s'agit maintenant de continuer à la faire vivre, sous un format plus léger, car le combat n'est pas terminé.
    - Bilan extrêmement enrichissant en termes de nouveaux contacts et de nouvelles perspectives.
- ⇒ Une anecdote : expérience **d'action urgente**. En juin dernier, au retour d'une conférence en Autriche, la délégation du Réseau voyage avec un ami Touareg, réfugié politique en France. Dans le train entre l'Autriche et l'Allemagne, il est arrêté par des policiers en civil, qui lui apprennent que ses papiers ne lui permettent pas de pénétrer sur le sol allemand et se saisissent de lui pour l'expulser. Les autres Français font bloc pour le protéger, le suivent jusqu'aux portes du commissariat, et mettent en branle tous leurs contacts politiques (eurodéputée allemande, député-e-s allemands, autrichiens et français...) pour obtenir sa libération... qui advient au bout de 24 h !
- Bilan : on est capable de réagir efficacement face à des situations d'urgence, même en milieu hostile et à l'étranger. L'idée de réseau d'alerte pour la protection d'un militant menacé est à garder.

### Quelles pistes pour l'international ?

- ⇒ **Plusieurs axes thématiques à poursuivre ou explorer ont été identifiés :**
- Nucléaire et climat (poursuite campagne « Don't nuke the climate ! »)
  - Droits de l'Homme (protéger les militants menacés à l'étranger, mise en avant des violations des droits de l'homme par Areva...). Donner un visage aux victimes.
  - Nucléaire et santé (conséquences de Tchernobyl, travail de Belrad, partager les ressources avec les partenaires étrangers qui disposent d'une expertise sur le sujet...)
  - Mines d'uranium (et en particulier comment elles affectent les populations locales, qu'il s'agisse des Touareg au Niger, des Navajo aux Etats-Unis...)
  - EPR : mettre en relation les luttes dans les différents pays
- ⇒ **Ce qui est en jeu, c'est aussi comment on s'implique à l'international :**
- Suivre et relayer l'actu à l'étranger

- Réactivité en cas d'« action urgente » en faveur d'un militant, pour une action ponctuelle...
- Partager l'info, l'expertise... par exemple grâce à des supports communs (site multilingue ?)
- Construire ou renforcer des alliances transnationales/ transfrontalières, par exemple par grandes régions (exemple « Mediterranean No To Nuclear Neighbourhood », mis en place par André ; coopération transfrontalière déjà existante entre l'Alsace, la Suisse et l'Allemagne...)
- Construire des alliances internationales thématiques (EPR, déchets...)
- Continuer le suivi des négociations internationales (en particulier pour la question « nucléaire et climat »).
- Faire connaître à l'étranger le Réseau et les alternatives au nucléaire
- Arriver à mettre en relation les personnes intéressées

#### ⇒ **Réflexions générales**

- Consensus stratégique : il faut arriver à « décloisonner » (mener des luttes communes entre militants de différents pays, bien sûr, mais aussi connecter les thématiques, pour gagner le plus grand nombre à notre cause). Ne pas opposer les luttes, favoriser l'union. « On ne peut pas tout faire, c'est pour cela qu'il faut s'unir ».
- Arriver à mettre en relation action de terrain et expertise
- S'appuyer sur ce qui existe pour ne pas réinventer l'eau chaude : au niveau du Réseau, certaines choses existent déjà et mériteraient d'être « revitalisées » ; au niveau international, il n'est pas forcément besoin de lancer de nouvelles coordinations sur des thèmes déjà pris en charge (mines d'uranium...)

#### **Point sur la situation internationale du nucléaire en Europe :**

- ⇒ **Espagne** : en théorie, la loi exige le non-renouvellement des réacteurs, mais plusieurs ont déjà été prolongés (le gouvernement se montre assez complaisant)
- ⇒ **Italie** : programme nucléaire stoppé suite à Tchernobyl, après un référendum. Berlusconi veut cependant relancer le nucléaire, avec plusieurs projets d'EPR, mais la résistance locale est très forte
- ⇒ **Suisse** : projets d'enfouissement à Benken ; des réacteurs vieillissants (Mühleberg, 37 ans !) ; des projets de nouvelles constructions... mais opposition citoyenne très forte localement.
- ⇒ **Allemagne** : la sortie du nucléaire a été remise en question par le nouveau gouvernement d'alliance libéral-conservateur ; mais il lui sera probablement difficile d'obtenir une prolongation de la durée de vie des réacteurs. Population majoritairement hostile, très mobilisée, gros scandales (en particulier concernant la gestion des déchets)
- ⇒ **Belgique** : offensive publicitaire du lobby, prolongation prévue de la durée de vie des centrales
- ⇒ **GB** : Projets de relance, le discours sur le nucléaire « indispensable pour lutter contre le changement climatique » fait malheureusement son chemin. Mais EDF n'a plus d'argent pour de nouvelles constructions, et l'Etat refuse d'accorder des subventions.
- ⇒ **Irlande** : Reste fermement opposée au nucléaire
- ⇒ **Danemark** : quelques tentatives de propagande pour imposer le nucléaire comme « mal nécessaire », mais le pays n'a jamais été nucléarisé. Cela a peut-être joué dans les négociations à Copenhague.
- ⇒ **Suède** : revirements dernièrement pour mettre fin à l'interdiction de construire de nouveaux réacteurs, mais pas de nouveaux projets de construction. Cependant, projets d'enfouissement à surveiller de près.
- ⇒ **Finlande** : le fiasco d'Olkiluoto-3 est connu, résistance locale contre les mines d'uranium. La contestation gagne du terrain.
- ⇒ **Pologne** : deux réacteurs prévus d'ici 2020...
- ⇒ **République Tchèque (et Slovaquie)** : toujours féroce ment pronucléaires (y compris la population !). Projet de redémarrer le chantier des réacteurs 3 et 4 de Mochovce, arrêté après Tchernobyl.
- ⇒ **Autriche** : constitutionnellement antinucléaire depuis 1978, l'Autriche continue à faire de la résistance, finançant les mouvements à l'étranger. Projet actuel pour sortir d'Euratom
- ⇒ **Bulgarie** : du fait de l'absence de financement, la centrale de Belene, qui devait être construite en zone sismique, ne verra pas le jour.